

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU COMITE
SYNDICAL DU 23 NOVEMBRE 2015**

Envoyé en préfecture le 08/12/2015

Reçu en préfecture le 08/12/2015

DELEGUES :		SEBA EAU
Nombre	Affiché le	83
Quorum	ID : 007-250700267-20151123-2015CS110042-DE	42
Présents		56
Pouvoirs		3
Votants		59
Abstentions		0
Suffrages exprimés		59
Majorité requise		30
Pour		59
Contre		0

**OBJET : N° 2.4 - ORGANISATION INSTITUTIONNELLE –
TARIFICATION SOCIALE DE L'EAU – EXPERIMENTATION – CONVENTION CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE L'ARDECHE AU TITRE DE L'INSTRUCTION SOCIALE -**

L'an deux mille quinze, le vingt-trois du mois de novembre, à dix-sept heures trente, les membres du COMITE SYNDICAL du SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, se sont réunis au siège du Syndicat à la Sigalière à LARGENTIERE, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président du Syndicat conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (article L 5211-8), sous la présidence de Monsieur Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, participent à la présente délibération tous les délégués énumérés ci-dessous.

Titulaires présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. LANGLET Patrick (Les Assions) / CONSTANT Bernard (Balazuc) / FERRIER Dominique (Banne) / MATHIEU Jean-Claude (Beaulieu) / BALMELLE Robert (Berrias -Casteljau) / FAUGIER Christian (Chandolas) / MME MOUTERDE Hélène et M. SERRE-CHAMARY René (Chassiers) / MM. PLANTEVIN Patrick (Chauzon) / PASCAL Jean (Faugères) / Mme CHAGOT Patricia (Grosperrières) / MM. LEYNAUD Jean-Marc (Joannas) / PONTIER Jean-Yves et CLADT Bernard (Labégude) / CHAMBON Roland et BALAZUC Thierry (Lachapelle S/s Aubenas) / ORIVES Eric (Lalevade d'Ardèche) / ROSE Hermand (Largentières) / LEGENDRE Yves (Laurac en Vivarais) / BELLOT James (Meyras) / RAMANMALI Angelin (Montréal) / VEYRENC Yves (Pont de Labeaume) / VIELLARD Jean-Léon (Pradons) / CUTTIER Jean-François (Prunet) / AUDIBERT François (Ribes) / IMBERT Guy (Rocher) / CHARRIERE Jacques (Ruoms) / DEVANCIARD Gilles (St Alban Auriolles) / MEISS Bernard (St Andéol de Vals) / GARRIDO Jean-Manuel (St André de Cruzrières) / JAUFFRE Michel (St Pierre de Colombier) / MERINE Philippe (St Privat) / OZIL Raymond (Sampzon) / OLIVIER Robert (Sanilhac) / DUGAS Laurent (Tauriers) / SAUBIN Philippe et LACROTTE Robert (Vals-Les-Bains) / VEYRENC Eric (Vernon)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme CHASTAGNIER Geneviève (Joyeuse) / M. IMMACOLATO Jean-Pierre et Mme MAIRESSE Nadine (Vallon Pont d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat « OLIVIER DE SERRES » :</u> MM. BACCONNIER Jean-Claude, FALLOT Joseph, LADREYT Jean-Pierre et Mme CHAGNOL Dominique <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat ST ETIENNE-DE-FONTB. / ST SERNIN :</u> M. DURIEU Jean-Marie <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> Mme CHAGNOL Dominique et M. BACCONNIER Jean-Claude (CDC Gorges de l'Ardèche) / MM. GARRIDO Jean-Manuel et BALMELLE Robert (CDC Pays des Vans en Cévennes) / M. PONTIER Jean-Yves (CDC Pays Aubenas-Vals)
---	---

Titulaires ayant donné procuration :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> Mme TAULEIGNE Lise (Fabras) à M. BOYER Joël M. ROURE Sébastien (Rosières) à M. VEYRENC Eric M. MANENT Pierre (Vinezac) à M. DEVANCIARD	
---	--

Titulaires excusés :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes:</u> MM. GIRAUD Jacky (Chazeaux) / FLAMBEAUX Patrice (Labeaume) / CHARRON Claude (Lalevade d'Ardèche) / RISSE Michel (Malbosc) / SERRE Michel (St Alban Auriolles) / BOISSEL Jean-Luc (St Julien du Serre) / M. SOUTEYRAND Marc (Ucel) / Mme EL FARKH Marie (Vals-Les-Bains) / M. GRASSET Guillaume (Vinezac)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> M. CIVIER Stéphane (Aubenas) / Mme TOURRE Nathalie (Joyeuse) <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. CIVIER Stéphane (CDC Pays Aubenas Vals)
---	---

Titulaires absents :


<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> Mme AMET Maryse (Largentières) / M. GIBERT Alain (Rocles) / Mme KONARZEWSKI Jessica (Rosières) / M. PERBOST Serge (Ruoms) et Mme MESSAOUDI Simone (Ruoms) / M. ROURISSOL Denis (St Privat) / Mme CHARROUD Annie et M. AVIAS Cyrille-Christophe (Ucel) / M. LECOSSOIS Jean-Marie (Uzer)	<u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour les communes adhérentes directes :</u> MM. ETIENNE Claude (Chirols) / CONTESSO Franck (Fons) / BARALE Ange (Vallon Pt d'Arc) <u>SEBA PRODUCTION ET FOURNITURE EN GROS : pour le Syndicat d'adduction de BARJAC :</u> MM. CHAULET Edouard, UGHETTO René et MARRON Jacques <u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> MM. MANENT Pierre et LARDY Jean-Paul (CDC Vinobre)
--	---

Suppléants présents avec voix délibérative :

<u>SEBA PRODUCTION ET DISTRIBUTION A L'USAGER : pour les communes adhérentes directes :</u> M. FALGON Guy (Chazeaux) / Mme DUMAS Jacqueline (Lalevade d'Ardèche) / MM. BOYER Joël (Ucel) / ARCHIMBAUD Patrick (Vals-Les-Bains)	<u>SEBA ASSAINISSEMENT : pour les Communautés de Communes :</u> M. LACROTTE Robert (CDC Pays Aubenas Vals)
--	--

Le Secrétaire de séance est : M. RAMANMALI Angelin

**OBJET : N° 2.4 - ORGANISATION INSTITUTIONNELLE –
TARIFICATION SOCIALE DE L'EAU – EXPERIMENTATION – CONVENTION CONSEIL
DEPARTEMENTAL DE L'ARDECHE AU TITRE DE L'INSTRUCTION SOCIALE -**

Envoyé en préfecture le 08/12/2015
Reçu en préfecture le 08/12/2015
Affiché le 
ID : 007-250700267-20151123-2015CS110042-DE

Lors du comité syndical du 8 décembre 2014 a été approuvé le principe de l'expérimentation pour un tarif social de l'eau, selon les termes de l'article 28 de la loi dite « Brottes ». Après dépôt et validation de son dossier de candidature, par le décret n° 2015-962 du 31 juillet 2015, le SEBA a été inscrit sur la liste des collectivités retenues pour participer à l'expérimentation.

Il convient à présent de définir les modalités d'instruction de cette aide en recourant aux services sociaux du Département, en mobilisant pour cela la structure juridique du Fonds Unique Logement. Le partenariat administratif avec le Conseil Départemental de l'Ardèche sur ce dossier passe par la signature d'une convention au titre du Fonds Unique Logement.

La participation du SEBA serait versée sous forme de bons de valeurs unitaires de 5, 10 et 20 euros, à charge pour les services départementaux, en lien avec le délégataire, de déterminer les foyers les plus en difficulté de paiement de leur(s) facture(s) pour des raisons sociales, ceci afin de concentrer l'aide syndicale sur les populations les plus en rupture. Ce « bon – eau » viendrait diminuer le reste à charge du foyer, après application des autres types d'aides sociales. La délibération du 8 décembre 2014 prévoyait l'étude des situations d'usagers dès lors que la facture d'eau potable et d'assainissement dépasserait 3% des revenus du foyer.

Il sera aussi nécessaire de convenir avec le délégataire des modalités concrètes d'attribution des « bons – eau » imputables sur le budget du SEBA.

Le Comité Syndical est appelé à :

- Approuver les termes de la convention à intervenir avec le Conseil Départemental de l'Ardèche, telle que jointe **en annexe**,
- Autoriser le Président à la signer, et plus généralement à mener toutes les démarches nécessaires dans ce dossier.

Après en avoir délibéré, le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents ou représentés ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME
Le Président du Syndicat,

Jean PASCAL

CONVENTION FONDS UNIQUE LOGEMENT

**Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche –
Département de l'Ardèche**

2016 - 2018

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A LA PRISE EN CHARGE ET A LA PREVENTION DES IMPAYES RELATIFS AUX FACTURES D'EAU DANS LE CADRE DU FONDS UNIQUE LOGEMENT

ENTRE

Le Département de l'Ardèche, dont le siège se situe Hôtel du Département, la Chaumette, BP737 07007 PRIVAS cedex, représenté par **Monsieur Hervé SAULIGNAC**, en sa qualité de Président, dûment habilité à cet effet par délibération de la commission permanente du 30 novembre 2015,

Ci-après désigné « le Département »

ET

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, dont l'adresse est Les Vergnades, 07110 Largentière, représenté par **Monsieur Jean PASCAL**, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné « SEBA »

Et plus généralement désignés par « la ou les Parties ».

Vu notamment,

- Le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L.115-3,
- La loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant la mise en œuvre du droit au logement,
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 65,
- Le décret n° 2005-212 du 2 mars 2005 relatif aux fonds de solidarité pour le logement,
- La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,
- Le décret n° 2008-780 du 13 août 2008 relatif à la procédure applicable en cas d'impayés des factures d'électricité, de gaz, de chaleur et d'eau,
- La loi Brottes n°2013-312 du 15 avril 2013, visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre,
- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,
- Le nouveau règlement intérieur du FUL adopté par délibération de l'assemblée départementale des 18 et 19 décembre 2014,
- La délibération de l'Assemblée Départementale en date du 30 novembre 2015,

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

PREAMBULE

Garantir le droit au logement constitue un devoir de solidarité pour l'ensemble de la nation. Toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité pour accéder à un logement décent et indépendant ou s'y maintenir, y étant inclus l'accès à un minimum d'eau.

A cette fin, la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit qu'un fonds d'aide au paiement des obligations en matière de fourniture d'eau soit intégré dans les Fonds de Solidarité pour le Logement (ci-après « FSL »), relevant d'une compétence exclusivement départementale au 1^{er} janvier 2005, de manière à apporter une aide aux ménages en situation de précarité, afin de préserver ou garantir leur accès à l'eau.

Par ailleurs, faciliter l'accès à l'eau et faire qu'il ne soit pas un facteur aggravant des situations de précarité constitue un véritable enjeu de cohésion sociale sur les territoires.

Ainsi, le logement et l'habitat sont des orientations transversales du Département de l'Ardèche, intégrées dans les schémas sociaux 2014-2018 et déclinées autour de trois axes :

- Favoriser l'accès et le maintien dans le logement pour les ménages les plus démunis.
- Développer des logements sociaux et des logements de qualité en Ardèche.
- Impliquer les territoires dans les politiques d'habitat.

Le FSL s'inscrit dans ce cadre et fait également partie intégrante du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2013 - 2017 qui comprend trois volets :

- des logements en quantité et en qualité suffisantes pour les personnes défavorisées,
- des solutions adaptées de logement ou d'hébergement pour chacun,
- un pilotage et une organisation adéquats pour atteindre ces objectifs.

Dans cette dynamique, le Département a arrêté, après consultation des partenaires, le règlement intérieur du Fonds de Solidarité pour le Logement, appelé Fonds Unique Logement en Ardèche (ci-après FUL).

ARTICLE 1 : OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DU FUL

➤ Le dispositif du FUL est piloté par le Département, financé par le Département et les contributions des partenaires signataires.

Les modalités de fonctionnement du FUL figurent dans le règlement intérieur élaboré et approuvé par délibération du Département des 18 et 19 décembre 2014.

Le FUL a pour objet d'apporter aux ménages de bonne foi, en situation de précarité et placés de ce fait dans l'impossibilité de régulariser notamment leurs impayés de fourniture d'eau :

- Des aides curatives pour payer tout ou partie de leurs factures d'eau.
- Des aides préventives pour éviter des situations d'impayés dans le domaine de l'eau.
- Des actions de prévention pour une meilleure maîtrise de l'eau sous la forme de mesure d'accompagnement social lié au logement individuelle, et/ou d'actions collectives.

➤ Le dispositif « FUL » s'adresse aux personnes physiques domiciliées dans le Département de l'Ardèche, titulaires d'un contrat de fourniture d'eau, pour le paiement des factures liées à la fourniture d'eau de leur résidence principale ou pour la mise en œuvre d'actions de prévention.

En particulier conformément à la loi, les critères d'éligibilité ne peuvent reposer que sur le niveau des ressources des personnes ainsi que sur l'importance et la nature de leurs difficultés.

ARTICLE 2 : OBJET DE LA STRUCTURE

Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche, désigné sous l'acronyme « SEBA », syndicat mixte à la carte fermé, créé en 1957, est localisé sur le territoire du Sud Ardèche, et constitué entre :

- 3 Syndicats Intercommunaux
- 4 Communautés de Communes
- 49 Communes
- L'ensemble de la population permanente desservie directement (distribution) ou indirectement (production) est estimé à 65 000 habitants, la population saisonnière est de l'ordre de 200 000 habitants
- Le nombre de Communes adhérentes directement ou par le biais d'un EPCI est de 86, ce qui en fait le plus important syndicat d'eau et d'assainissement de l'Ardèche.

Le SEBA exerce une triple compétence : adduction d'eau potable, assainissement collectif et assainissement non collectif.

La loi Brottes, et plus particulièrement son article 28, ouvre la possibilité pour les collectivités qui le souhaitent de mettre en œuvre une expérimentation pour un tarif social de l'eau.

L'expérimentation souhaitée par le SEBA impliquerait davantage le FUL pour l'étude des cas des usagers en difficulté sociale dès lors que la facture d'eau potable et d'assainissement dépasserait 3% des revenus du foyer.

Elle ne concerne en aucun cas les usagers professionnels.

Le SEBA met en œuvre par ailleurs les dispositions de la loi dite « Warsmann » (LOI n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit – article 2 et ses décrets d'application).

ARTICLE 3 : OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet la définition des modalités de collaboration entre le SEBA et les services du Département dans la mise en œuvre de l'expérimentation sur la tarification sociale de l'eau dans le cadre du FUL.

Les interventions au titre de cette expérimentation s'adressent exclusivement aux ménages titulaires d'un contrat d'abonnement à l'eau auprès du SEBA ou de son délégataire.

ARTICLE 4 : LE FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF du FUL

➤ ***Le dépôt de la demande d'aide***

- En-dehors de toute intervention d'un Travailleur Social, le SEBA, en tant qu'autorité organisatrice du service public de l'eau, s'engage à rechercher auprès des usagers des solutions de règlement de leur dette.
- La saisine du FUL, en vue d'une aide à la prise en charge financière d'un impayé d'eau, est effectuée soit par le demandeur lui-même, soit par toute personne ou organisme qui, disposant de l'accord préalable du demandeur, a intérêt ou vocation à le faire, dès lors que la demande répond aux critères de recevabilité du règlement intérieur du FUL.

➤ ***L'instruction***

- Les demandes d'aides sont instruites par les Travailleurs Sociaux du Département ou d'autres institutions dans le cadre de leurs missions, et traitées administrativement par le secrétariat logement de la Direction Territoriale d'Action Sociale du Département (ci-après DTAS) géographiquement compétente.
- Lors de l'instruction, le travailleur social :

- Propose au ménage, en fonction de sa situation, toute action susceptible de l'aider à la résolution de ses difficultés de paiement de facture. Cette action peut impliquer tout partenaire du FUL.
- Initie systématiquement une prise de contact avec le délégataire du SEBA, notamment en vue de l'informer d'un dépôt d'une demande d'aide au FUL par l'un de ses usagers.

➤ **L'examen et la décision**

- Les demandes font l'objet d'un examen au fil de l'eau et d'une décision rapide prononcée par un cadre de la DTAS par délégation du Président.
- La décision prise peut consister en l'attribution d'une aide financière pour la prise en charge totale ou partielle des factures impayées. Cette prise en charge peut être effectuée sous forme de subvention.
- Par ailleurs, des décisions peuvent être prises en urgence pour les situations graves, pour lesquelles l'arrêt des fournitures d'eau est envisagé ou prolongé.

➤ **La notification**

Une notification de décision est adressée au demandeur et une copie de cette décision est transmise au Travailleur Social et au gestionnaire en charge de la mise en paiement de la décision prise.

➤ **Le paiement de l'aide**

Le paiement est effectué par le gestionnaire du Fonds sur le compte du délégataire du SEBA

L'aide complémentaire apportée par le SEBA est décrite à l'article 6 « les engagements spécifiques du SEBA ».

ARTICLE 5 : LES ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage dans le cadre:

➤ **Du dépôt de la demande d'aide :**

à informer les usagers en difficulté des possibilités d'intervention du Fonds.

➤ **De l'instruction :**

à informer le SEBA ou son délégataire du dépôt d'un dossier par un usager du SEBA auprès du Fonds, en utilisant les différents canaux mis à disposition par le biais d'une fiche navette (annexée au RI du FUL).

➤ **De l'examen et de la décision :**

à veiller à ce que le délai entre le dépôt d'une demande d'aide et la notification de la décision du FUL au SEBA ou à son délégataire, n'excède pas 60 jours, sauf cas exceptionnels qui seront alors communiqués.

➤ **De la notification :**

à communiquer au SEBA à sa demande, un récapitulatif nominatif des aides accordées concernant les clients SEBA. Ce document doit faire apparaître pour chaque demande le montant et la forme de l'aide accordée.

ARTICLE 6: LES ENGAGEMENTS SPECIFIQUES DU SEBA

Le SEBA à travers son délégataire s'engage dans le cadre :

➤ ***Du dépôt de la demande d'aide :***

- à accepter tout acompte proposé par les clients qui ont fait l'objet d'une demande d'aide FUL,
- à communiquer aux clients concernés les informations utiles sur le dispositif FUL et sur les démarches à effectuer pour déposer une demande d'aide.

➤ ***De l'instruction :***

- à mettre à disposition des Travailleurs Sociaux, les coordonnées d'interlocuteurs permettant informations et échanges avec le délégataire et le SEBA, afin de faciliter l'accès à l'information et le conseil des travailleurs sociaux face aux différentes situations rencontrées,
- à maintenir la fourniture d'eau à la puissance souscrite par le client durant le temps nécessaire à l'instruction de sa demande.

➤ ***De la notification :***

à proposer aux clients ayant bénéficié d'une aide du FUL, des solutions adaptées et personnalisées au paiement du solde éventuel de la dette ainsi que des factures courantes.

En particulier, le SEBA s'engage à remettre aux clients ayant bénéficié d'une aide du FUL, une aide complémentaire sous forme de chèque à présenter par l'utilisateur au service en charge de la facturation.

Le paiement des chèques présentés par les usagers est effectué par le SEBA sur le compte du délégataire dans le cadre d'une convention tierce, et cela jusqu'au 31 décembre 2017, date de la fin du contrat de délégation de service public. Les modalités pour l'année 2018 seront déterminées ultérieurement sans que cela n'ait d'impact sur la présente convention.

Au cas où il n'existerait plus de contrat de délégation après le 31 décembre 2017, ces engagements s'imposeraient directement au SEBA.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE

Afin de préserver la vie privée des ménages aidés, les signataires de la présente convention sont assujettis à une obligation de confidentialité sur les informations qu'ils sont amenés à connaître concernant les ménages aidés, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif FUL. Ils doivent par leur vigilance concourir à la protection de ces données et notamment ne pas divulguer d'informations nominatives en dehors des instances prévues, à ne pas les utiliser à d'autres fins que celles mentionnées à la convention sans avoir au préalable reçu autorisation explicite de l'autre partie, et se conformer aux principes prévus par la loi en matière de traitement de données confidentielles

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente Convention est conclue pour une durée allant du 1^{er} janvier 2016 au 15 avril 2018, date de fin de l'expérimentation « loi Brottes ».

ARTICLE 9 : GOUVERNANCE

Le suivi et la bonne mise en œuvre de la convention et le cas échéant son adaptation aux difficultés rencontrées, se fait au travers des instances de gouvernance du FUL, du comité partenarial du PDALHPD et des liaisons régulières entre le Département et le SEBA.

9.1. Les instances de gouvernance du FUL

Le Département de l'Ardèche est responsable et garant du bon fonctionnement du dispositif FUL tant sur le plan de l'application des critères d'attribution des aides du FUL et du respect des délais d'instruction prescrits par le décret de 2008, que sur l'utilisation du budget du FUL. A ce titre il anime les instances du dispositif.

Le SEBA, en tant que partenaire du Fonds, est membre de ces instances, il dispose d'une voix consultative et est signataire de la charte partenariale prévue par le règlement intérieur du Fonds.

➤ *Le comité stratégique*

Il est composé des représentants de l'ensemble des partenaires du Fonds, financeurs ou non financeurs. Il se réunit au minimum 2 fois par an à l'initiative du Président du Département.

Le comité stratégique a pour rôle d'assurer le suivi et le pilotage du Fonds, à savoir :

- analyser les résultats financiers et sociaux ainsi que le bilan d'activité du Fonds,
- définir le budget annuel du Fonds,
- examiner les projets d'évolution du règlement intérieur,
- proposer et valider de nouvelles orientations, dont les modalités de mise en œuvre peuvent être déléguées au Comité Technique Partenarial du FUL.

➤ *Le comité Technique Partenarial du FUL (CTPFUL)*

Il est composé des représentants des partenaires du Fonds dûment habilités, et pourra s'ouvrir, au besoin, à d'autres membres. Il se réunit mensuellement à l'initiative du Président du Département.

Le CTPFUL a pour rôle :

- d'assurer la mission d'observation à l'égard du Fonds et à ce titre :
 - assurer un suivi de l'activité du dispositif,
 - réfléchir, proposer, élaborer et donner des avis sur des adaptations ou des évolutions du règlement Intérieur du Fonds,
 - repérer les logements réputés indignes ou ne satisfaisant pas aux critères de décence.
- d'examiner et d'émettre un avis technique concernant :
 - les interventions du fonds au titre des actions de prévention,
 - les demandes de recours gracieux,
 - les dossiers relevant d'un examen particulier qui lui seront transmis afin d'apporter une réponse concertée des partenaires du Fonds, de donner des consignes d'interprétation du règlement intérieur du Fonds et d'apprécier l'opportunité d'une adaptation du règlement.

Le Département s'engage particulièrement à :

- inviter le SEBA à participer aux instances dont il est membre,
- inviter le SEBA à participer à toute réunion de travail concernant le dispositif portant sur des questions relatives à l'eau.

Le SEBA s'engage particulièrement à :

- participer aux instances dont il est membre et auxquelles il sera invité,
- signer et respecter la charte partenariale annexée au règlement intérieur du FUL,
- désigner, au sein du SEBA, un Correspondant qui sera l'interlocuteur privilégié du FUL pour des dossiers très sensibles.

9.2. Le Comité Partenarial du PDALHPD

Le comité partenarial du PDALHPD réunit annuellement sous la co-présidence des services de l'Etat et du Département tous les acteurs concernés par la mise en œuvre du plan afin d'en présenter le bilan et les perspectives et de mettre en débat des sujets relatifs au plan.

Le SEBA participe au comité partenarial du PDALHPD.

9.3. Les Liaisons régulières

Le Département et le SEBA s'engagent à organiser des liaisons et des rencontres bilatérales autant que de besoin afin de :

- vérifier et faire évoluer la mise en œuvre de la présente convention,
- s'informer mutuellement de toute évolution susceptible d'engendrer une modification des modalités de collaboration prévue par la présente convention.

Les correspondants pour le SEBA et son délégataire sont :

Fonction	Chef des services administratif et financier	Correspondants solidarité
Adresse	SEBA - Les Vergnades 07110 LARGENTIERE	SAUR - Les Vergnades 07110 LARGENTIERE
Tél. Fixe	04 75 89 96 96	04.75.36.19.33 04.75.00.12.14

Les correspondants pour le Département de l'Ardèche sont :

Fonction	Chargée de mission insertion sociale	Chef de service action sociale logement
Adresse	2 bis rue de la recluse 07000 PRIVAS	2 bis rue de la recluse, 07000 PRIVAS
Tél. Fixe	04 75 66 78 73	04 75 66 78 02

ARTICLE 10 : EVALUATION

Le Département s'engage à communiquer au SEBA les données transmises à l'ensemble des partenaires du Fonds dans le cadre du bilan d'activité et financier du Fonds prévu par le règlement intérieur.

Le SEBA s'engage à établir chaque année et à communiquer au Département un bilan des aides complémentaires apportées par le SEBA aux ménages aidés dans le cadre du FUL au titre d'un impayé de fourniture d'eau.

ARTICLE 11 : REVISION ET RESILIATION

➤ Révision

La présente convention pourra être modifiée par avenant, notamment suite à des modifications légales ou réglementaires, selon accord des parties.

➤ Résiliation

D'un commun accord ou en cas de non-respect de l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des Parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la Convention, les Parties rechercheront un accord amiable, dans un délai d'un mois à compter de la notification par lettre recommandée avec accusé de réception, du différend, par la Partie la plus diligente. En cas d'échec de cette procédure de règlement amiable, le différend sera alors porté devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait en deux exemplaires originaux dont un est remis au SEBA et un est remis au Département.

Fait à Privas, le

Pour le Département,
Le Président

Pour le SEBA,
Le Président

Hervé SAULIGNAC

Jean PASCAL